

Enquête et conscientisation

Raymond DEBORD

janvier 2001

«Enquête» : un drôle de nom pour un concept théorique se rapportant à une action militante... On ne parlera pas ici de l'enquête au sens judiciaire du terme qui, on le comprend, n'est que de peu d'intérêt quand on vise à l'émancipation des gens. L'enquête dont on parlera ici est une «recherche méthodique reposant notamment sur des questions et des témoignages» (1) même si c'est aussi quelque chose de plus. Nous y reviendrons. Dans ce sens, le terme d'enquête est d'une définition très proche que celle que lui donnent les sociologues et qui vise à la connaissance d'une réalité sociale. L'enquête dont nous aurons à parler et que nous aurons à défendre en tant qu'outil pour la libération des opprimés a un objet qui va au delà de la collecte d'information : c'est un moyen de conscientisation et d'organisation. Parler d'«enquête» pour définir de manière générale une pratique militante renvoie donc à un (ou des) contenus précis et a une connotation nette reflétant certaines traditions dans le mouvement social.

LA THEMATIQUE DE L'ENQUETE DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

La volonté d'étudier scientifiquement la réalité sociale est née à la fin du XIX^{ème} siècle, sous les auspices de Saint Simon, d'Auguste Comte et d'Emile Durkheim, tous pères à des degrés divers de la discipline à part entière qu'est devenue la sociologie. En sociologie, l'enquête est toujours le principal moyen d'accumuler la matière première permettant la recherche.

Simultanément, on trouve l'idée de l'enquête chez Karl Marx qui publie d'ailleurs une célèbre «enquête ouvrière» en 1880. Même s'ils ont des objectifs politiques antagoniques, Marx et les premiers sociologues ont aussi un point commun : celui de vouloir développer une méthode objective.

Pour Marx et ses disciples, la politique socialiste s'appuie en effet sur une conception du monde (le matérialisme historique) et une théorie de la connaissance qui lui donnent des fondements scientifiques.

C'est dans ce cadre que Marx a rédigé son «Enquête ouvrière», questionnaire peu connu aujourd'hui mais diffusé à l'époque de manière large.

Nous laisserons ici la question de l'évolution de l'usage de l'enquête en sociologie - hors de notre propos - pour constater que cette démarche aurait dû vivement intéresser les socialistes puis les communistes, épigones de Marx et continuateurs de ce qu'ils ont nommé le «socialisme scientifique» en référence à un article de son alter-ego Engels.

Pourtant, il n'en a rien été et dans les courants se réclamant du marxisme, il n'y a guère que le maoïsme qui ait fait de l'enquête un cheval de bataille. Il est vrai que le maoïsme est en

rupture assez nette avec la tradition socialiste et communiste sur un point fondamental : la place des intellectuels dans le mouvement révolutionnaire.

Il y a donc eu une forme de discontinuité dont il faut comprendre les racines. Alors que toute la tradition socialiste et social-démocrate, de l'Allemand Karl Kautsky au Russe Lénine, insiste sur le rôle des intellectuels révolutionnaires et nie la capacité des masses à atteindre par elles-mêmes une conscience socialiste, peu nombreux seront les courants qui s'opposeront à cette idée, à part les syndicalistes-révolutionnaires puis les partisans de Rosa Luxembourg (2).

Sans jamais attaquer explicitement la tradition léniniste, ce qui aurait été proprement impensable, le dirigeant communiste chinois Mao-Zédong va, lui, mettre en avant le primat de la pratique sur la théorie (3). Or, placer comme point de départ la pratique, c'est nécessairement placer comme point de départ la connaissance du réel, autrement dit l'enquête militante sur les conditions de vie et les aspirations du peuple.

«Pas d'enquête, pas de droit à la parole»

Le texte le plus célèbre de Mao Zedong ayant trait à l'enquête est intitulé «contre le culte du livre». Il propose aux militants communistes de chercher à s'imprégner en profondeur de la réalité sociale de la Chine afin de pouvoir formuler un programme convenant réellement à la lutte révolutionnaire. On trouve encore malgré tout dans ce texte une conception relativement autoritaire des relations entre le parti et le peuple. L'historien britannique Eric Hobsbawm (4) se livre à une remarque pleine d'humour sur le maoïsme, à propos d'une autre formule, celle qui dit que le révolutionnaire doit être dans le peuple «comme un poisson dans l'eau». Il constate qu'avec cette conception, le révolutionnaire c'est quand même une chose et l'eau quelque chose de distinct...

Les textes théoriques de Mao Zedong, écrits pour la plupart bien avant sa prise du pouvoir en 1949 auront une influence considérable sur la jeunesse étudiante radicale des années 1960, d'autant qu'ils sont entrés en résonance avec la révolte des Gardes Rouges et la «Grande Révolution Culturelle Proletarienne» qui a balayé la Chine de 1966 à 1969.

Au carrefour de la révolte anti-autoritaire de mai 1968 et des aspects libertaires de la Révolution culturelle chinoise, sont nés des courants politiques comme l'UJC-ML en France (qui deviendra la Gauche prolétarienne) ou Potere Operaio puis Lotta Continua en Italie. C'est alors qu'on voit revenir en force l'idée de l'enquête, essentiellement considérée comme un moyen pour les jeunes militants issus des universités d'aller vers les travailleurs pour tisser des liens avec eux (5).

En Italie, la réflexion sur l'enquête ouvrière est plus théorique et va questionner les relations entre marxisme et sociologie, comme le fait Raniero Panzieri dans les Quaderni Rossi.

Mais c'est finalement d'Amérique latine que viendront les principales réflexions novatrices sur la notion d'enquête et surtout une mise en pratique de cette méthode à une échelle inégalée jusqu'ici.

Or la tradition idéologique des militants progressistes latino-américains n'est pas principalement le communisme : c'est le christianisme et le catholicisme en particulier. Ce christianisme a bien sûr reçu toutes sortes d'influences peu orthodoxes, y compris venant des sommités du marxisme international comme le français Louis Althusser. Mais c'est un

courant chrétien, dont la majeure partie des représentants officiels de l'Eglise se réclament là bas. Il produira sa propre idéologie : la théologie de la libération (6).

Ces racines chrétiennes apparaissent nettement chez Paolo Freire, le plus grand théoricien de l'éducation populaire, qui n'hésite pas à affirmer que «les véritables révolutionnaires découvrent dans la révolution, acte créateur et libérateur, ce qu'est l'amour» (7). Pour lui, le dialogue entre le militant et le peuple ne peut se fonder que sur les valeurs que sont l'amour du prochain, l'humilité, la confiance dans l'homme et l'espérance.

Ces conceptions ont enrichi de manière considérable les conceptions de l'enquête. Il ne s'agit plus simplement d'apprendre à connaître une réalité, voire de tisser des liens avec un milieu particulier, mais d'agir politiquement, l'enquête n'étant que le support et l'essentiel le dialogue noué entre les hommes.

Les idées de Paolo Freire ont donné naissance à tout un courant international de chercheurs-militants influents dans le mouvement populaire et se consacrant entièrement à son développement. Au Brésil, ils sont avec les membres des communautés chrétiennes de base et les syndicalistes combatifs de la CUT (eux aussi souvent chrétiens) à l'origine de la fondation du Parti des travailleurs. Bien qu'ayant largement atténué la radicalité de son discours, le Parti des travailleurs joue aujourd'hui un rôle considérable dans les luttes contre le néo-libéralisme et Porto Alegre, où vient de se tenir un fameux sommet de ses adversaires est une municipalité qu'il dirige et où il mène une expérience unique de démocratie participative (8).

Un patrimoine en friche

En France, l'influence de Paolo Freire s'est sentie au cours des années 1970 dans le travail des groupes d'alphabétisation des foyers de travailleurs immigrés, dans les idées d'associations comme Accueil et Promotion, de courants politiques comme Objectif socialiste ou les Groupes d'actions municipale (GAM) et enfin de centres de formation comme l'INODEP.

Leurs pratiques les rapprochent de la mouvance autogestionnaire, dans laquelle on peut alors également placer la CFDT, le PSU, l'AMR etc.

Après l'accession de la gauche au pouvoir en 1981, le recul général des idées révolutionnaires, la satellisation des courants critiques par le Parti Socialiste et l'intégration des associations dans le système institutionnel ont quasiment fait disparaître cette nébuleuse .

Il y a là tout un patrimoine militant d'une richesse extraordinaire qui a malheureusement totalement sombré dans l'oubli. Quel jeune historien se lancera dans l'aventure de son étude ?

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, le Parti communiste tentera lui aussi quelques initiatives basées sur le principe de l'enquête : campagne des «cahiers de lutte» et campagne des «cahiers de la misère et de l'espoir». La démarche s'inspire un peu de celle des fameux «cahiers de doléances» de la révolution française. Elle n'aboutira pas, marquée par un certain populisme et surtout par l'incapacité à formuler de réels thèmes d'action élaborés avec les gens à partir des matériaux recueillis.

De leur côté, des associations comme ATD-Quart Monde réaliseront un travail formidable sur la réappropriation de la parole, qui reste un modèle du genre. Mais celui-ci ne débouchera

pas, entravé par l'a-politisme de plus en plus marqué d'une association avant tout caritative et son orientation exclusive vers le sous-prolétariat et les milieux marginaux.

Il faudra attendre les années 1990 pour voir des militants se réappropriier implicitement ou explicitement la notion d'enquête et les méthodes de travail qu'elle implique. Celles-ci sont particulièrement sensibles dans tout le travail réalisé par les ex-maoïstes de l'Organisation politique et principalement dans leur intervention parmi les ouvriers des foyers immigrés de la région parisienne.

Dans un autre registre, plus proche de la filiation syndicaliste révolutionnaire et du marxisme hétérodoxe (Crocce, Labriola), les ex-trotskyistes du bulletin La République prolétarienne se livrent à une réhabilitation avouée de l'enquête ouvrière.

CONCEPTION SOLIDARISTE DE L'ENQUETE

Plus qu'un moyen de connaître de manière scientifique la situation d'une classe sociale ; plus qu'un moyen d'approcher les couches populaires et de se lier à elles ; **l'enquête peut être un moyen d'agir pour développer une pratique militante conscientisante.**

Paolo Freire a une formule magnifique qui résume bien l'enjeu : «exister humainement, c'est dire le monde et c'est le transformer».

On comprendra que le simple fait de s'exprimer c'est déjà avoir commencé à se modifier soi-même et à modifier la réalité qui vous entoure. Dire son existence, c'est modifier celle de ceux qui entendront votre parole ; c'est s'affirmer comme être humain à part entière.

Sans être capable de régler à elle-seule les problèmes sociaux, la parole des concernés est par sa simple existence non seulement témoignage mais aussi action.

Mais, les gens parlent, dira t-on. Ils ne manquent pas d'occasions pour s'exprimer, y compris en accomplissant leur devoir de citoyen.

Pourtant, NON, les gens ne parlent pas. L'écrasante majorité n'a ni le temps, ni l'occasion, ni les moyens de parler. Elle ne fait que subir : subir la situation dans laquelle elle est reléguée par la société telle qu'elle s'organise et subir le discours et la pensée dominants.

Alors oui, pour la «majorité silencieuse», il y a nécessité de dire. Et ceux qui ont besoin de dire, ceux que l'enquête doit aider à dire, ce sont ceux qui commencent à cesser d'être soumis et qui sont «alertés» voire «révoltés» par ce qu'ils voient autour d'eux ou subissent eux-mêmes mais dont la quasi totalité du mode de pensée reste déterminé par le système en place.

Le public visé par l'enquête relève de la catégorie des gens ayant une «conscience pré-critique», pour reprendre les catégories de Colette Humbert (9). Ce sont des gens qui commencent à émerger comme «sujet» et qui entretiennent un ressentiment confus et global contre les privilégiés. Ce sont des personnes qui sont engagées dans des organisations populaires (syndicats, associations) ou en passe de l'être.

Ce processus qui mène à l'organisation est un processus de libération de soi-même et pour commencer de libération de sa propre parole.

Reconquête de la parole

Pour formuler une pensée, il faut avoir des mots pour la dire. La conquête de la parole est donc la première tâche dans une perspective libératrice. C'est également un aspect essentiel de la reconquête de leur existence par les classes populaires, contre tous ceux qui prétendent parler en leur nom.

Dans les organisations classiques on assiste à une véritable confiscation de la parole par des «spécialistes» qui sont en fait les gens disposant des plus grandes facilités d'expression orale ou écrite. Ces leaders se trouvent donc la plupart du temps disposer d'un bagage universitaire et sont si ce n'est issu de la classe dominante (ce qui arrive plus souvent qu'on ne le pense) mais au moins de ce qu'Alain Bihl nomme l' «encadrement capitaliste» (10). Dans ce sens, ils ont des intérêts distincts de ceux qu'ils prétendent représenter et tendent à déformer la parole populaire ou à l'usurper pour exprimer leur propres attentes et revendications.

Le cas le plus caricatural de l'usurpation de la parole populaire est donné par les associations comme DAL ou Droits Devant !! qui mettent systématiquement en avant leurs responsables qui ne sont nullement des personnes défavorisées mais des «personnalités» intellectuelles ou du monde de la culture : le biologiste Albert Jacquard, le cancérologue Schwartzenberg, le prêtre Mrg Gaillot... Toutes les actions de ces associations sont d'ailleurs systématiquement relayées par des «appels de personnalités» derrière lesquelles sont priés de se ranger les sans-papiers, les mal-logés, etc.

A ses débuts, le mouvement syndical a cherché à se prémunir de ces dérives en interdisant l'adhésion aux intellectuels non salariés et aux cadres. Georges Sorel, principal théoricien du syndicalisme révolutionnaire des années 1890 aux années 1910 - et intellectuel lui-même - a écrit quelques pages particulièrement brillantes pour mettre en garde les syndicalistes sur les dangers que représentaient les intellectuels pour le mouvement syndical (11).

Pour Georges Sorel «ces intellectuels, mal-payés, mécontents ou peu occupés ont eu l'idée vraiment géniale d'imposer l'emploi du terme impropre de prolétariat intellectuel : ils peuvent ainsi facilement se glisser dans les rangs du prolétariat industriel».

Dans la période la plus récente, des courants comme la LCR ont avancé avec persistance l'idée que les intellectuels étaient des salariés comme les autres et les étudiants des «travailleurs en formation». Ceci correspond sans aucun doute à une tendance générale dans l'évolution sociale, mais certainement pas à un état qui serait réalisé. En l'occurrence il s'agit sans doute avant tout d'une excuse commode pour justifier l'implantation sociale déplorable de ce groupe dans les couches ouvrières.

Plus généralement, tous les groupes et partis de tradition communiste ont insisté simultanément sur l'incapacité des salariés à parvenir par eux-mêmes à une conscience socialiste et sur le rôle indispensable des intellectuels déclassés dans le parti révolutionnaire.

On est bien loin des paroles de l'Internationale, quand ce chant historique du mouvement ouvrier proclamait :

«Il n'est pas de sauveur suprême,

Ni Dieu, ni César, ni tribun,

Producteurs, sauvons nous nous mêmes,

Décrétons le salut commun».

Quelle peut-être la place des intellectuels et des personnes issues de l'encadrement capitaliste dans le mouvement social ? Alain Bihr, lui même universitaire, esquisse des éléments de réponse en expliquant qu'il s'agit avant tout d'adopter une position ferme en défense des plus défavorisés et en invitant les intéressés à «*trahir leur classe*» (opus cité).

Plus concret, le sociologue Pierre Bourdieu quant à lui propose de construire un nouveau type de lieu permettant la rencontre et la collaboration entre militants et scientifiques, sans que ni les uns ni les autres ne soient instrumentalisés (12).

On ajoutera que tous les membres de la société peuvent et doivent participer à l'action pour l'organisation de l'ensemble de la société dans une perspective émancipatrice, à commencer par les couches les plus défavorisées.

Mais dans ce cas, la relation entre les éléments les plus conscients (et disposant généralement du bagage culturel le plus important) et les autres n'est pas une relation d'endoctrinement mais de dialogue et d'enrichissement mutuel. En dernière instance, le pouvoir de décision doit revenir à la majorité. C'est pourquoi les partisans de la conscientisation sont généralement parmi les plus fervents défenseurs de l'autogestion et de la démocratie.

Le dialogue

Non seulement le langage est à l'origine du changement, mais il est constitutif des normes et des valeurs de toute communauté. Seule une pratique nouvelle de l'échange et de la discussion permettra d'entrevoir la vérité (13). La question de savoir qui parle, qui dialogue avec qui, devient alors une question fondamentale pour la démocratie émancipatrice.

C'est pourquoi la réflexion sur l'enquête conscientisante et la prise de parole a été pour les militants solidaristes un élément essentiel dans leur rupture avec les déviations propagandistes de la gauche.

C'est ainsi qu'après avoir connu plusieurs échecs, l'Association populaire d'entraide a placé le dialogue comme premier pas dans la relation entre les militants et les personnes ayant une conscience soumise.

Il s'agit là d'un dialogue au sens premier, d'une discussion entre deux personnes et pas plus. En effet, on ne passe pas facilement du silence et de la soumission à un débat collectif. Le dialogue est donc un point de départ, un premier pas qui débouchera on l'espère sur d'autres.

Naturellement, ce dialogue tel qu'il est pratiqué n'est en aucun cas une méthode d'endoctrinement ou d'assujettissement à des idées particulières, à la différence du travail de «bouton de veste» ou de «suivi individuel des contacts» pratiqué par les sectes politiques.

Il ne part pas de la parole de l'association pour en faire la base de la discussion, mais au contraire de la parole de l'autre, de ses désirs et des choses ressenties.

Ce dialogue n'est donc pas un acte de propagande mais il n'est pas non plus un simple échange d'opinion entre gens de bonne compagnie. C'est un acte créateur.

«Il n'y a ni ignorants ni savants absolus : il y a des hommes qui, ensemble, essaient de savoir davantage» (Paolo Freire, opus cité). S'il s'agit de dialogue et non d'une relation à sens unique, le militant utilisant la méthode de l'enquête ou du questionnaire ouvert (questions n'impliquant pas de réponses prédéfinies) est en position d'apprendre.

Cela implique une compréhension profonde du sens de la démarche et une volonté de comprendre l'autre autrement que d'une manière statistique, comme un objet d'étude. C'est la grande différence entre l'enquête dialoguante telle qu'elle est pratiquée par l'Association populaire d'entraide et le travail d'un sociologue.

Vouloir dialoguer, ce n'est pas simplement vouloir savoir pour pouvoir contrôler, c'est avant tout vouloir se changer soi-même au contact de l'autre.

«Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur Comité Central» disait Rosa Luxembourg avec les mots de son temps (14).

Aujourd'hui, alors que des dizaines de milliers de militants politiques, syndicaux ou associatifs cherchent une alternative aux échecs manifestes du communisme stalinien et d'un socialisme corrompu par l'exercice du pouvoir, les pratiques autogestionnaires peuvent offrir de riches idées pour un renouveau.

L'enquête n'est naturellement qu'un aspect de celles-ci. Elle mérite toutefois qu'on s'y intéresse en profondeur dans la mesure où c'est un des moyens les plus sûrs de renouer avec des pratiques de terrain dont on parle beaucoup mais que peu mettent réellement en oeuvre ■

(1) Dictionnaire «Petit Robert» 1974

(2) Raymond Debord : «Parti et masses, Rosa Luxembourg contre Lénine en 1905» (in. Prométhée n°35, 1998)

(3) Mao Zédong : «de la pratique» in Ecrits choisis en trois volumes, vol. 1 (éd. Maspéro 1976)

(4) Eric Hobsbawm : l'âge des extrêmes, histoire du court XXème siècle (éd. Le Monde Diplomatique / Complexe 2000)

(5) Patrick Kessel : le mouvement maoïste en France , tome 1 (éd. 10/18 1978)

(6) Michael Löwy : «marxisme et théologie de la libération» (Cahiers d'étude et de recherche n°10, 1998)

(7) Paolo Freire : Pédagogie des opprimés (éd. Maspéro 1974)

- (8) Bernard Cassen : «Démocratie participative à Porto Alegre» (in. Le Monde diplomatique, août 1998)
- (9) Colette Humbert : conscientisation, expériences, positions dialectiques et perspectives (éd. L'Harmattan)
- (10) Alain Bihr : entre bourgeoisie et prolétariat , l'encadrement capitaliste (éd. L'Harmattan)
- (11) Article «l'avenir socialiste des syndicats», reproduit dans : Larry Portis Georges Sorel, présentation et textes choisis (éd. La Brèche 1982)
- (12) Pierre Bourdieu : contre feux 2 (éd. Raisons d'agir, 2001)
- (13) Jürgen Habermas : vérité et justification (éd. Gallimard, 2001)
- (14) Article de 1905 «Centralisme et démocratie», repris en annexe à «Réforme ou révolution (éd. Spartacus, 1972)